



Communiqué de presse commun avec Armes nucléaires STOP

4 août 2011

Hiroshima – Nagasaki : 66 ans de menace atomique

Le 6 août 2011, une vingtaine d'opposants aux armes nucléaires vont commencer un jeûne pour commémorer le bombardement nucléaire d'Hiroshima. Ce jeûne durera jusqu'au 9 août, date anniversaire du bombardement de Nagasaki. Depuis 27 ans, à l'initiative de Solange Fernex et de Théodore Monod, regroupés dans l'association « La Maison de vigilance de Taverny »(1), des centaines de militants dénoncent les armes nucléaires et le lobby industriel qui a fait du nucléaire civil le pourvoyeur de la prolifération nucléaire.

Depuis le drame de Fukushima, l'opinion publique mondiale questionne la pertinence du nucléaire civil. Pourtant, le nucléaire militaire est à peine effleuré par la profonde remise en question que connaît l'énergie nucléaire. Aujourd'hui, l'état d'alerte actuel des armes nucléaires est toujours celui de la guerre froide. Un tir de représailles peut être déclenché après détection d'un missile jugé hostile, et ceci en une dizaine de minutes. Les jeûneurs de la Maison de vigilance — soutenus par Armes nucléaires STOP et le Réseau « Sortir du nucléaire » — dénoncent ce danger et demandent le désarmement nucléaire dans les plus brefs délais.

« *La préparation d'un crime est un crime* » disait Théodore Monod. La France possède un arsenal de 300 bombes atomiques, dont chacune recèle une puissance équivalente à dix fois la bombe d'Hiroshima. Au niveau mondial, ce sont aujourd'hui 20 000 bombes qui se trouvent pointées sur la population civile. Au regard du droit international actuel, une frappe nucléaire serait considérée comme un crime contre l'humanité.

Contrairement à leurs engagements internationaux, notamment au sein du TNP (Traité de non-prolifération), le club des 5 puissances nucléaires poursuit la modernisation de son arsenal nucléaire pour maintenir ses privilèges face à un partage équitable des richesses du monde. Le désarmement nucléaire est un impératif mondial clairement exprimé par l'Assemblée générale de l'ONU, qui a voté en décembre 2010 la nécessité d'une Convention d'élimination des armes nucléaires. La France, qui s'oppose à toute réduction de son arsenal, a voté contre cette délibération.

Nous demandons que le débat sur l'élimination des armes nucléaires soit engagé au plus vite en France, afin que soit accepté le principe d'une Convention d'élimination et que des mesures précises de désarmement nucléaire soient adoptées par notre pays. Rendez-vous samedi 6 août à 12 heures, au Mur pour la paix sur le Champ de Mars à Paris, ainsi que le mardi 9 août à 11 heures à Taverny, devant la Base de commandement de la Force nucléaire aéroportée.

CONTACTS PRESSE :

Armes nucléaires STOP : Dominique Lalanne - 06 32 71 69 90

Réseau "Sortir du nucléaire" : Marc Saint Aroman - 05 61 35 11 06

Attachée de presse : Opale Crivello - 06 64 66 01 23

(1) : Pour plus d'information, visiter le site <http://maisondevigilance.com/>

*Réseau « Sortir du nucléaire », fédération de 905 associations agréée pour la protection de l'environnement et de 53 224 personnes. www.sortirdunucleaire.org/

*Armes nucléaires STOP, collectif d'une quinzaine d'associations, membre du réseau mondial « Abolition 2000 pour l'élimination des armes nucléaires ». www.arnesnucleairesstop.org